

Après le cycle électoral, un « hyper-président » sans état de grâce¹

Sarkozy dit vouloir « tout faire sur tout ». Le Premier ministre, François Fillon pourrait donc s'affranchir de l'obligation de prononcer devant le Parlement son discours de politique générale. Le président de la République, plus imperator que jamais, a déjà détaillé les priorités de son action. Mais il a aussi subi un avertissement électoral qui signe l'absence d'état de grâce.

Nicolas Sarkozy n'est pas d'ascendance batave. Il fait pourtant sienne la devise de la famille royale d'Orange : « Je maintiendrai ». Comprenez qu'il n'a pas l'intention de mégoter sur le contenu et le rythme des réformes promises. C'est du moins ce qu'il a affirmé, toujours aussi pompeux, dès sa première apparition télévisée post-élections législatives : « *Tout ce que j'ai promis de changer, je le changerai, tout ce que j'ai promis de réformer, je le réformerai.* » Royal, le président s'est félicité du retour électoral de la gauche : « *Les Français ont fait preuve de maturité. Ils ont voulu qu'il y ait une opposition. C'est une réaction saine.* » Et qui ne l'impressionne pas.

Les grands objectifs de son mandat que « *les Français (lui) ont confié pour écrire l'Histoire de France* » ? Une première rafale d'annonces a fusé. Une « *commission de sages* » se penchera « *dès la rentrée* » sur la revalorisation du salaire minimum. En attendant cette échéance, « *il n'y aura pas de coup de pouce au SMIC.* » « *L'objectif (est) sur cinq ans d'atteindre l'équilibre budgétaire et de ramener le poids de la dette à 60 % du produit intérieur brut* », sans « *ralentir la croissance.* » La TVA sociale qui a coûté quelques dizaines de sièges à la droite ? « *S'abstenir et regarder passer le train des délocalisations serait non seulement une faute économique, mais une faute morale et une faute politique.* » a-t-il déclaré. Et M. Sarkozy a confirmé ses intentions en matière de fiscalité, de service minimum, de préretraite, appelées à disparaître, et de franchise médicale (« *un effort supplémentaire sera nécessaire* »).

Aux anges, les grands groupes de presse proches du pouvoir ont lancé des brassées de pétales de roses à l'« hyper-président ». « *Cet homme veut faire ce qu'il a dit, s'est émerveillé Alexis Brézet dans Le Figaro, nouveauté sidérante, qui laisse pantois les parlementaires habitués, comme les Français, à tant de demi-mesures et de franches reculades.* » « *Toutes les promesses, cette fois, seront tenues* », a jubilé le Républicain lorrain. Nicolas Sarkozy est « *un artiste* » a tempéré *La République des Pyrénées*, « *un bateleur dont le numéro est très au point, fait d'un mélange de franchise surjouée, d'étonnement feint, de bon sens, de modestie, d'assurance et de truismes assénés.* » « *En l'écoutant, François Fillon a dû se demander ce qu'il aurait encore à raconter la semaine prochaine devant les députés pour son discours de politique générale* » a ironisé *La Voix du Nord*. C'est que, « *en fait de volontarisme, la méthode frise en réalité ouvertement l'autoritarisme* », a tranché *L'Humanité*.

« Passer en force »

Bien sûr, l'opposition est repartie à l'assaut contre « *l'instigateur, le pilote de la politique, un président qui va décider des orientations, des choix politiques jusque dans le détail, qui laisse peu de place aussi au dialogue social* » (Stéphane Le Foll, PS). Pour le PCF, « *en déployant autant d'efforts pour cacher la véritable nature de ses projets* », M. Sarkozy a « *fait l'aveu de sa crainte d'une résistance populaire et sociale, notamment chez les salariés et les étudiants.* » « *Sarkozy n'a rien compris. Malgré les résultats du 2^{ème} tour des élections législatives* », il « *choisit de passer en force* » a condamné *La Ligue communiste révolutionnaire*. Mais sans doute le « petit Napoléon » trouvera-t-il vite des obstacles sur une voie qu'il se voyait parcourir en majesté. Le retour de la question sociale sur le devant de la scène, avec la focalisation sur la TVA sociale, ont pesé lourd dans les résultats électoraux. Malgré une

¹ Analyse parue dans le N° 326 du *Journal du mardi*, 26 juin 2007.

tentative de camouflage du Premier ministre en une « TVA anti-délocalisation », beaucoup se sont rendus compte que cette mesure est au principe même de la réforme du financement de la protection sociale telle que la pense Sarkozy. Il s'agit de baisser toujours plus les cotisations patronales en prélevant les fonds nécessaires sur la consommation des familles. Même logique en ce qui concerne les franchises médicales annoncées. Déjà, des dizaines d'organisations (syndicats, associations d'usagers, médecins...) se sont unies contre le projet gouvernemental d'instaurer dès 2008 quatre franchises sur les remboursements médicaux. Et, comme pour anticiper les effets des « ruptures » présidentielles, dans de nombreuses entreprises, déjà, des conflits sociaux ont éclaté, tantôt pour refuser les heures sup. obligatoires (Kronenbourg), des suppressions d'emplois (Delphi dans les Ardennes), tantôt pour exiger des augmentations de salaires (Danone, banque, assurances...) Après l'annonce qu'il n'y aura pas au 1^{er} juillet de « coup de pouce » au salaire minimum, nombre de salariés entrevoient ce qui se cache derrière le slogan « travailler plus pour gagner plus ». Tout un climat qui, au moins partiellement, explique, loin des envolées lyriques sur la « valeur travail », le ressac électoral de la droite. Et met en évidence l'hiatus entre les préoccupations très concrètes des Français (pouvoir d'achat en berne, précarisation des statuts, dégradation des conditions de travail...) et la morgue d'un pouvoir qui glose volontiers sur la « pédagogie » miracle qui l'aiderait à faire passer ses amères pilules.

Coup de semonce

La droite pourrait donc ne pas avoir les coudées franches pour les grands chambardements annoncés. Le Premier ministre, François Fillon, a donc confirmé que les principales réformes allaient être lancées dès le mois de juillet, quand les citoyens sont en vacances, quand les résistances sociales sont difficiles. Mais le gouvernement sait aussi, depuis le second tour, et quelques mois avant les municipales, qu'il ne peut pas se couper sans risques de ses électeurs sans en payer le prix. M. Sarkozy s'était majestueusement érigé en « candidat de la France qui souffre » et en « porte-parole du peuple ». Non sans démesure. A peine a-t-il été élu que « la France d'après » lui a adressé un coup de semonce. Le chef de l'Etat et son Premier ministre à tout faire devront, à la fois, composer avec l'opposition de l'opinion à certaines de leurs mesures (plus de 60% des Français, par exemple, sont hostiles à la franchise médicale et à la hausse de la TVA) et faire face à une gauche requinquée, offensive qui, avec succès, a fait du pouvoir d'achat son cheval de bataille. La droite pourrait être vite guérie de son « excès de confiance » évoqué par le politologue Dominique Reynié. Aux législatives, note-t-il, « *le total des voix de droite, extrême droite comprise, (a représenté), à l'exception de 1978, son plus mauvais score lors d'une élection gagnée. Ils ont fait preuve d'un excès de confiance, auto-intoxiqués, convaincus que le 'phénomène Sarkozy' était irrésistible. Leur volonté de tout phagocyter ne rassure pas les Français. La drague (à gauche) apparaît comme une basse manœuvre politicienne.* » Selon lui, la vérité des urnes est là, une majorité, certes, mais aussi une abstention passive et un rapport gauche-droite de 50/50. Cette gauche rassérénée saura-t-elle dégager le projet politique qui lui fait aujourd'hui défaut ? En l'instant, résume Dominique Reynié, « *la gauche n'a pas retrouvé ses électeurs. C'est surtout la droite qui a retrouvé des adversaires.* »